



Les Rencontres du Développement Durable

Trois soirées axées sur l'urgence climatique et ses enjeux sur le territoire renenais

Synthèse de la 1^{ère} Rencontre, mardi 06.10.2020, au Gymnase de Renens

L'ensemble des politiques publiques se retrouvent en présence du même constat : face aux défis lancés par le changement climatique, il est plus que jamais urgent de repenser notre manière de vivre et de construire la ville. Sous le slogan « Demain Renens », de concert avec le Conseil communal, la Municipalité a souhaité associer ses citoyen.ne.s à cette réflexion en les invitant aux Rencontres du Développement Durable.

L'objectif de la première soirée des Rencontres a été de (re)définir les enjeux du changement climatique et la transition sociétale nécessaire pour y faire face. Elle a pu bénéficier de la présence de deux conférenciers. Architecte, M. Laurent Guidetti est directeur associé au sein de TRIBU Architecture, bureau très impliqué dans la recherche de solutions pour adapter l'environnement construit et les pratiques à la crise écologique actuelle. Son rôle a été de faire un constat sur l'état énergétique et climatique de la Terre, puis de la Suisse, ainsi que des objectifs à atteindre. L'intervention de Mme Tali Nyffeler-Sadras, cheffe de projet au sein de l'Unité du Plan Climat cantonal, a ensuite permis de transcrire ces éléments en termes de politique et de stratégie du gouvernement vaudois, afin de comprendre les enjeux et les possibilités fournis (ou non) par cette échelle territoriale.

Le présent document résume les interventions de la soirée. Certaines propositions du public listées ci-dessous ont été répercutées dans les documents spécifiques aux thématiques traitées lors des 2^{ème} et 3^{ème} soirées des Rencontres.

Conférence sur l'état de la planète

Par Laurent Guidetti (TRIBU Architecture)

L'état de la planète est tributaire de notre **consommation d'énergies**. Au niveau planétaire, cette consommation ne fait qu'augmenter. 85% de cette énergie est d'origine fossile, c'est-à-dire produite à partir de gaz, de pétrole ou de charbon. Les énergies renouvelables ne représentent, elles, que 3% de la production énergétique mondiale. Autrement dit, la transition énergétique, soit le remplacement de la production d'énergies fossiles par la production d'énergies renouvelables, ne s'est pas encore faite. Au contraire, au fil des siècles, les différents types de production d'énergies se sont additionnés au lieu de se remplacer. Nous vivons donc toujours et encore dans un monde fortement dépendant du pétrole.

Cette combustion massive de pétrole provoque une émission de gaz à effet de serre à des niveaux tellement importants que la planète ne peut plus s'y adapter et que l'équilibre naturel des températures

terrestres se retrouve dérégulé. Non seulement la température sur terre augmente, mais ce phénomène progresse à une vitesse alarmante. La **température globale moyenne** augmente en effet de 0,1°C tous les 2 ans, soit 100 fois plus rapidement qu'au cours de la dernière ère glaciaire. En 2020, elle était déjà supérieure de 1,2°C par rapport à son niveau préindustriel. Et le 60% de cette hausse s'est produit au cours des quarante dernières années.

Beaucoup d'espèces animales et végétales ne parviennent plus à s'acclimater à une augmentation aussi rapide des températures. Ce qui entraîne un taux d'extinction des espèces 100 fois plus rapide que lors des cinq extinctions de masse qu'a connu la Terre, ainsi qu'un effondrement de la biodiversité (-40% d'ici à 2050). En résumé, nous sommes en train d'assister à la **6ème extinction de masse**.

Aujourd'hui, la Suisse émet environ **130 millions de tonnes de CO₂-éq¹ par an**. La répartition de ces émissions est la suivante² :

- 50 millions de tonnes pour les émissions à l'intérieur de la Suisse, dont 28% sont dues à l'alimentation, 26% au logement et 32% à la mobilité ;
- 25 millions de tonnes pour les émissions dues aux trajets effectués en avion ;
- 55 millions de tonnes pour les émissions réalisées à l'étranger pour produire des biens que nous consommons en Suisse.

À l'échelle individuelle, cela équivaut à une émission moyenne de 14 tonnes de CO₂-éq par an et par habitant.e.

En ratifiant l'**Accord de Paris** le 6 octobre 2017, la Suisse s'est engagée à maintenir l'augmentation des températures globales au-dessous du seuil de 1.5°C-2°C par rapport au niveau de l'ère préindustrielle. Cela signifie concrètement que chaque habitant.e suisse devrait émettre au maximum 0.6 tonnes de CO₂-éq par an, soit diminuer par 23 ses émissions.

Pour traduire ces émissions de gaz à effet de serre en termes d'**empreinte écologique**, la Suisse a une empreinte équivalant à 2.9 planètes. Cela signifie que si la population mondiale consommait autant de ressources naturelles que nous, il faudrait l'équivalent de 2.9 Terres pour les produire, alors que nous n'en disposons que d'une. A titre d'exemple, l'empreinte écologique mondiale moyenne est de 1.6 planète, celle des USA de 4.7 et celle d'Haïti de 0.4. Les émissions de CO₂ sont inégales entre les différents pays et sont en lien direct avec leur Produit Intérieur Brut (PIB).

Conférence sur les enjeux climatiques dans le Canton de Vaud Par Tali Nyffeler-Sadras (Unité du Plan Climat, Canton de Vaud)

Le Conseil d'Etat a adopté un **Plan climat vaudois de première génération** en juin 2020, répondant ainsi à l'un des objectifs prioritaires de son Programme de législature 2017-2022. Il s'agit du premier volet d'une stratégie à long terme pour faire face à l'urgence climatique. En effet, en précisant « première génération », le Conseil d'Etat dit qu'il est bien conscient que ce plan ne suffira pas pour atteindre les objectifs imposés par l'Accord de Paris, mais qu'il constitue le premier pas d'un processus évolutif. Cela signifie que les objectifs deviendront plus ambitieux et les mesures plus fortes au fil du temps.

Le Plan Climat se focalise pour l'instant uniquement sur les émissions générées à l'intérieur du canton, de façon transversale entre les différentes politiques publiques. Le Conseil d'Etat a réservé un investissement de 173 millions de francs dès 2021, à titre de première impulsion permettant de démarrer la mise en œuvre de mesures.

¹ Le CO₂-éq, ou CO₂-équivalent, représente l'équivalence en CO₂ des différents gaz à effet de serre.

² Ces chiffres ne prennent pas en compte les émissions dues à la place financière helvétique, qui totalise à elle seule 1'085 millions de tonnes par an.

Ce document se décline en trois axes stratégiques :

- **Réduire les émissions de gaz à effet de serre** : L'objectif imposé par le Plan Climat est d'atteindre une réduction de 50 à 60% des émissions générées dans le canton d'ici à 2030 et de 75 à 85% d'ici à 2050 (neutralité carbone).
- **S'adapter aux changements climatiques** : Même si les objectifs de réduction étaient atteints, l'augmentation moyenne globale de 1.5°C pourrait correspondre localement à une augmentation plus forte. Cela peut avoir des répercussions significatives sur l'environnement, la société et l'économie (dangers naturels, agriculture, eau, biodiversité, santé, énergie, tourisme, territoire, forêt). Cet axe vise donc à limiter les risques et à adapter les systèmes naturels et humains, ceci en fonction des différentes zones géographiques composant le Canton de Vaud.
- **Documenter les changements climatiques** : Il s'agit d'évaluer, au moyen du monitoring d'indicateurs, la mise en œuvre des mesures du plan climat. Leur suivi permettra d'analyser la pertinence et l'efficacité des actions du Plan Climat vis-à-vis des objectifs fixés. Grâce à cette analyse récurrente, des mesures pourront être adaptées ou nouvellement créées. Cet axe permet également de communiquer et de sensibiliser sur le Plan Climat.

Le Plan Climat de 1^{ère} génération se déploie sur 7 **domaines d'action thématiques** (mobilité, énergie, agriculture, aménagement du territoire, milieux et ressources naturels, santé, dangers naturels), ainsi que 3 **domaines d'action transverses** (rôle de l'Etat, conditions-cadres, accompagnement au changement). Ces 10 domaines d'action se déclinent en 30 **mesures stratégiques** et plus d'une centaine de **mesures opérationnelles**.

La 2^{ème} génération du Plan Climat est déjà à l'étude. Pour renforcer les chances d'atteindre les objectifs climatiques, elle impliquera plus largement la collectivité, les milieux économiques, le monde académique, les associations et les communes. Elle prendra aussi en compte l'impact de la mobilité et de la consommation de biens importés.

Propositions du public

Les débats de cette soirée ont été riches et variés, permettant aux 76 participant.e.s de réagir aux thèmes abordés et de proposer leurs idées / pistes d'action. Celles-ci sont restituées ci-dessous sur le mode des échanges de cette soirée, soit sans aucun filtre par rapport à leur faisabilité par une administration communale.

Les participant.e.s se sont d'abord questionné.e.s sur la **communication** et la **sensibilisation** nécessaires pour déclencher un changement des comportements et limiter ainsi l'impact de ceux-ci sur l'environnement. Les propositions faites ont été de :

- Modifier la façon de parler du climat, de le faire, par exemple, sous forme d'histoires imaginées et de créer de nouveaux récits sur ce que pourrait être le monde de demain en montrant les bénéfices d'un style de vie plus sobre.
- Il est important de donner envie de changer tout en tenant compte du contexte dans lequel on vit. Le vocabulaire utilisé ne doit pas culpabiliser ou pointer du doigt.
- Ne pas se cantonner à donner une information de base et des chiffres scientifiques.
- Proposer des mobilisations citoyennes et miser sur un changement de mentalité de type bottom-up.
- Sensibiliser à tous les échelons de la société.
- Toucher les gens individu par individu et les accompagner vers le changement en leur expliquant le pourquoi et le comment, et en leur permettant de le tester (par exemple, lors des opérations Ecologements).

L'accent a été mis aussi sur la nécessité de **changer de modèle**. Les participant.e.s ont fortement relevé que des moyens financiers et humains, une organisation et des conditions-cadres ont été mis sur pied en un temps record pour affronter la crise sanitaire actuelle. L'urgence climatique va aussi déboucher sur une situation de crise et nécessite donc les mêmes moyens.

Les participant.e.s se sont montré.e.s très concerné.e.s par la question de la **production et de la consommation locale de biens et de services**, en proposant notamment d'inverser la tendance à tout délocaliser en :

- Instaurant une monnaie locale
- Disposant d'un atelier de vente et de réparation de vélos
- Développant l'actuelle distribution de paniers de légumes bio
- Incitant la population à privilégier les circuits courts et les artisans locaux
- Diversifiant les types de commerces
- Prévoyant, dans l'aménagement du territoire, des lieux pour des enseignes de seconde main, de réparation et de fabrication (couture, etc.)
- Mettant les rez-de-chaussée des immeubles au service du collectif, soit des espaces dédiés au monde associatif, au lien social, à la formation ou à l'apprentissage
- Réfléchissant comment adapter le prix des carburants à leur coût global réel et au non-sens du transport de biens depuis l'autre bout du monde (taxe sur les carburants)

Le public a aussi abordé la question de l'impact de la **place financière suisse** qui, à elle seule, génère plus de 80% des émissions suisses. Les pistes de réflexion ont porté sur :

- L'incorporation d'un volet économique dans le Plan Climat vaudois
- L'incitation, voire la contrainte, pour les acteurs de la finance (dont les caisses de pension) à faire des investissements durables plutôt que dans les énergies fossiles